

FONDATION DE ROTHSCHILD

Reconnue d'utilité publique

**76 rue de Picpus
75012 PARIS
SIREN : 775 681 091
APE : 8899B**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2024

FONDATION DE ROTHSCHILD

Reconnue d'utilité publique

76 rue de Picpus
75012 PARIS
SIREN : 775 681 091
APE : 8899B

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2024

Aux membres du Conseil d'Administration,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation de Rothschild relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation de Rothschild à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 4 de l'annexe des comptes :

- Partie 4.4 « corrections d'erreurs » concernant la correction du montant de la dotation pour la mise en conformité avec le montant indiqué dans les statuts. L'impact de cette correction ne modifie pas le montant total des fonds propres.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre Fondation, nous avons vérifié :

- La conformité des traitements comptables des concours publics et subventions conformément aux dispositions des règlements ANC 2018-06 et ANC 2019-04 ;
- La prise en compte dans les fonds propres des modalités définitives d'arrêté des résultats sous contrôle des tiers financeurs des exercices précédents suite aux avis rendus par les autorités administratives assurant le financement des établissements de la Fondation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'Administration.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fondation de Rothschild à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fondation de Rothschild ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre bureau le 25 avril 2025.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Fontenay sous-bois, le 29 avril 2025

Le Commissaire aux Comptes
LEO JEGARD & ASSOCIES
Représenté par,

Franck NACCACHE
Associé

Signé numériquement par Nitro
Software Belgium NV - Nitro Sign
Premium pour le compte de Franck
NACCACHE (+33637777410)
Date : 29/04/2025 10:09:06
Signé avec le mot de passe à usage
unique envoyé par SMS : 902067



COMPTES ANNUELS



Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2024	31/12/2023
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement	436 071	436 071		
Frais de R&D	565 644	565 534	109	94 699
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets droits similaires	1 679 560	1 170 280	509 280	545 296
Immobilisations incorporelles en cours	756 028		756 028	582 704
Avances, acomptes sur immo. incorpo.				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	378 732		378 732	378 732
Constructions	132 524 214	78 055 212	54 469 003	57 320 016
Installations tech., outillage	13 941 106	11 015 219	2 925 887	2 730 765
Immobilisations corporelles en cours	796 977		796 977	1 986 129
Avances et acomptes	11 432		11 432	
Legs ou donations destinés à être cédés	530 318		530 318	371 985
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	4 618 886		4 618 886	4 618 215
Prêts	2 260 870		2 260 870	2 170 054
Autres immo. financières	71 650		71 650	69 593
ACTIF IMMOBILISE	158 571 489	91 242 317	67 329 172	70 868 189
STOCKS				
Stocks et en-cours	187 284		187 284	205 488
CREANCES				
Usagers et comptes rattachés	9 430 065	555 049	8 875 017	8 963 766
Legs ou donations	144 354		144 354	135 225
Autres créances	4 866 695		4 866 695	3 480 502
DIVERS				
V.M.P.	3 668 600		3 668 600	6 293 600
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	10 533 361		10 533 361	9 631 518
Charges constatées d'avance	409 959		409 959	338 590
ACTIF CIRCULANT	29 240 318	555 049	28 685 269	29 048 688
Frais d'émission des emprunts				
Primes de remb. des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	187 811 807	91 797 365	96 014 442	99 916 878

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	37 686 220	36 095 310
Fonds propres statutaires		19 831 794
Fonds propres complémentaires	37 686 220	16 263 516
Fonds propres avec droit de reprise	3 442 977	3 340 971
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires	3 442 977	3 340 971
Ecarts de réévaluation		
Réserves	12 913 718	13 406 253
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	12 913 718	13 406 253
Autres réserves		
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	<i>11 498 888</i>	<i>12 316 023</i>
Report à nouveau	(17 223 338)	(13 689 731)
<i>Dont RAN des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	<i>(14 495 198)</i>	<i>(4 487 492)</i>
EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	(1 100 669)	(2 435 232)
<i>Dont résultats des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	<i>(1 369 399)</i>	<i>(3 290 833)</i>
Situation nette (sous-total)	35 718 908	36 717 571
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	13 351 135	11 026 729
Provisions réglementées	1 538 079	1 538 079
TOTAL 1	50 608 121	49 282 379
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	2 846 428	2 678 966
Fonds dédiés	3 578 575	3 302 536
TOTAL 2	6 425 002	5 981 502
PROVISIONS		
Provisions pour risques	1 714 503	1 819 771
Provisions pour charges		
TOTAL 3	1 714 503	1 819 771
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	18 693 210	22 269 621
Emprunts et dettes financières divers	393 064	534 022
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 894 347	3 822 466
Dettes des legs ou donations		10 199
Dettes fiscales et sociales	10 438 012	12 317 318
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	409 104	414 640
Autres dettes	4 411 951	3 421 822
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	27 127	43 140
TOTAL 4	37 266 815	42 833 227
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	96 014 442	99 916 878

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services dont parrainages	4 962 244	4 617 730
Concours publics et subventions d'exploitation	78 751 212	74 145 897
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Dons manuels	46 264	10 000
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		298 228
Contributions financières	355 000	770 000
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	545 104	432 659
Utilisations des fonds dédiés	252 328	731 107
Autres produits	315 465	452 491
TOTAL I	85 227 617	81 458 112
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	2 828 682	2 896 659
Variation de stock	17 458	8 095
Autres achats et charges externes	21 197 356	23 232 062
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	4 542 996	4 275 230
Salaires et traitements	34 937 988	32 747 258
Charges sociales	16 770 789	15 461 760
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	5 689 071	5 574 977
Dotations aux provisions	651 958	352 366
Reports en fonds dédiés	630 371	888 912
Autres charges	135 403	265 326
TOTAL II	87 402 071	85 702 645
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-2 174 454	-4 244 533
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation		
Produits autres valeurs mobilières, créances actif immo.	674	335
Autres intérêts et produits assimilés	415 418	360 664
Reprises sur dépréciations, provisions, transferts charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de V.M.P.		224 180
TOTAL III	416 092	585 179
CHARGES FINANCIERES		
Dotations financières amortissements, provisions		
Intérêts et charges assimilées	423 589	495 786
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de V.M.P.		
TOTAL IV	423 589	495 786
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-7 497	89 394
	-2 181 951	-4 155 139

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	450 351	1 232 915
Produits exceptionnels sur opérations en capital	782 286	764 513
Reprises sur provisions, transferts de charges		
TOTAL V	1 232 638	1 997 428
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	150 929	80 676
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	426	196 845
Dotations exceptionnelles aux amortissements, provisions		
TOTAL VI	151 355	277 521
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	1 081 282	1 719 907
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	VII	
Impôts sur les bénéfices	VIII	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	86 876 347	84 040 719
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	87 977 015	86 475 951
EXCEDENT OU DEFICIT	-1 100 669	-2 435 232
Evaluation des contributions volontaires en nature		
Ressources		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL PRODUITS		
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL CHARGES		

Annexes

Règles et méthodes comptables

1. PREAMBULE

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024, sont caractérisés par les données suivantes :

Total du bilan	96 014 442 €
Total des produits du compte de résultat ¹	86 876 347 €
Total des charges du compte de résultat ¹	87 977 015 €
Résultat de l'exercice :	-1 100 669 €

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Fondation.

2. PRESENTATION DE LA FONDATION DE ROTHSCILD ET DE SES ACTIVITES

Institution privée à but non lucratif, la Fondation a été déclarée d'Utilité Publique par décret du 8 avril 1886.

Sa vocation, perpétuée depuis sa création en 1852, est d'agir en faveur des personnes ayant besoin, à tous les âges de la vie, d'une prise en charge sociale, médico-sociale ou sanitaire.

La Fondation accueille et accompagne les personnes les plus vulnérables : les enfants atteints de troubles du comportement ou en difficulté sociale, les adultes en situation de handicap physique ou psychique, ainsi que les seniors et personnes du très grand âge en perte d'autonomie ou atteintes de pathologies somatiques ou cognitives.

La Fondation est composée en 2024 de 14 établissements et d'un siège social : 4 Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (Ehpad), 2 établissements de Soins Médicaux et de Réadaptation (SMR), 1 hôpital de jour psychiatrique, 1 Maison d'Accueil Spécialisée pour adultes à troubles autistiques et psychotiques, 2 Maisons d'Enfants à Caractère Social, 1 crèche multi-accueil inclusive, 1 Lieu d'Accueil Enfants/Parents, 1 résidence services seniors, 1 Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile (Sessad).

¹ Avec une compensation du *report en fonds reporté* avec legs ou donation de 167 462 €

3. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

3.1. Contexte économique

- Le contexte inflationniste a nécessité des discussions et négociations avec de nombreux fournisseurs. En particulier, plusieurs réunions ont eu lieu avec les sous-traitants de restauration des établissements afin de maîtriser les augmentations des coûts qui à ce jour n'ont été que partiellement financées.
L'arrivée en avril 2024 du Directeur Immobilier, Achats et Sécurité va permettre de reconsidérer progressivement l'ensemble des contrats les plus importants de la Fondation en effectuant des appels d'offres.
- Les accords du Ségur de la santé permettent désormais à tous les salariés de tous les établissements de la Fondation de bénéficier de la prime « Ségur ». Leurs financements sont désormais intégrés dans les dotations de financement. Cependant, certains établissements sociaux n'ont pas reçu tous les financements attendus.

3.2. Évènements exceptionnels et importants

- A la suite du départ du directeur de la CRAR, la Directrice Générale Déléguée a effectué l'intérim de direction pendant le 2ème semestre 2024.
Une évolution de l'organisation de l'établissement, avec la création d'un pôle médical/soignant et d'un pôle administratif, a été mise en œuvre, permettant une plus grande efficacité dans le fonctionnement de l'établissement.
- A la suite de la diminution d'activité en 2023 de la Guette liée aux difficultés croissantes à remplir les chambres doubles, l'ARS a réduit la dotations soins de 81 k€ (débasage).
- Tensions sur les ressources humaines :
En 2024, l'objectif a été de réduire les effectifs en intérim. De nombreux emplois en CDI et en contrats temporaires ont été pourvus pour compenser le moindre recours à l'intérim.
Le recours à l'intérim a diminué pour la 2ème année consécutive : 23.70 ETP² contre 49.55 ETP en 2023 et 61.3 ETP en 2022.
Il en résulte un coût d'intérim en 2024 de 2 035 k€ contre 4 026 k€ en 2023 et 5 225 k€ en 2022.
- Activité :
 - ✓ La Guette n'a pas retrouvé son niveau d'activité d'avant la pandémie Covid. Les futurs résidents demandent majoritairement des chambres simples. De ce fait, les chambres doubles sont difficiles à occuper. Cependant, l'activité en nombre de journées en 2024 a progressé de + 6.5%
 - ✓ Malgré les difficultés de recrutement de médecins à la CRAR, un poste a été pourvu, avec un impact immédiat sur l'activité.
 - ✓ Le co-living de 10 places à la résidence Alix est toujours en phase de montée en charge. Le projet a évolué vers un accueil intergénérationnel. Actuellement, 5 personnes y résident : 2 personnes âgées et 3 jeunes professionnelles.

² Niveau inférieur à celui de 2021

Par ailleurs, les appartements vacants de la résidence seniors ont été rénovés au fur et à mesure des signatures de contrats de bail. Au 31 décembre 2024, 6 appartements (studios) étaient vacants, contre 16 appartements au 31 décembre 2023.

- ✓ Les très grandes difficultés de recrutement dans le secteur de la petite enfance ont conduit à différer l'accroissement de la capacité d'accueil de 66 à 96 places du multi-accueil Les 2 Marie. Une réflexion sur d'autres usages est en cours.

- Sauvegarde de trésorerie

Afin de sauvegarder la trésorerie de la Fondation, les mesures du décret du 25 mars 2020 liées à la crise sanitaire ont permis le recours au PGE pour un montant de 6 m€. Le prêt est remboursé sur 4 ans à compter de décembre 2022. Le capital restant dû est de 2 911 k€ au 31 décembre 2024.

De même, un différé de paiement des charges sociales a pu être mis en place : il subsiste une dette de 1 758 k€ à la clôture de l'exercice 2024 contre 3 912 k€ au 31 décembre 2023.

Les excédents de trésorerie ont été placés sur des instruments financiers à court terme et ont généré des intérêts à hauteur de 361 k€.

- Garantie de financement

Les 2 établissements sanitaires dits « ex OQN » (USS et hôpital de jour Serge Lebovici) ne bénéficient plus depuis 2023 de la garantie de financement des produits de la tarification.

- ✓ Cependant, l'USS a reçu une régularisation, perçue en 2024, d'un montant de 213 k€ au titre de 2023, comptabilisée en produits exceptionnels, ainsi qu'une somme de 89,4 k€ au titre d'un complément pour 2023.
- ✓ Une dotation globale pour l'Hôpital de jour Serge Lebovici en 2023 et 2024 est mise en place à la suite de la sécurisation budgétaire des établissements, dans le cadre de la réforme de tarification de la psychiatrie, sur la base des exercices précédents réactualisés.

- Plan d'Aide à l'Investissement du Quotidien (PAIQ)

La Fondation a déposé des demandes de subventions au titre du plan d'aide à l'investissement du quotidien dans le cadre des mesures de relance économique à la suite de la crise sanitaire de 2020.

La Fondation a perçu 100,2 k€ en 2024 au titre de 2022 et 2023 (358 k€ en 2023 et 333 k€ en 2022).

- Contrat de performance énergétique

La Fondation est engagée depuis le 1^{er} janvier 2023 et pour une durée de 12 ans avec la société IDEX dans le cadre d'un contrat de performance énergétique (CPE) afin réduire de 40% la consommation d'énergies thermiques et électriques d'ici 2030.

La Fondation a conclu un accord d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour piloter le CPE. Les coûts engagés de ce projet sont comptabilisés au 31 décembre 2024 en immobilisations incorporelles en-cours pour 564 k€.

- Modernisation Numérique

Dans le cadre de la modernisation numérique des secteurs sanitaires et médico-social et des plans ESMS Numérique et H'OPEN pour lesquels la Fondation a été retenue, il a été conclu un accord d'assistance à maîtrise d'ouvrage. Les coûts engagés de ce

projet sont comptabilisés au 31 décembre 2024 en immobilisations incorporelles en-cours pour 192 k€.

Les subventions ont été perçues en 2024 pour 48,3 k€.

Par ailleurs, les travaux de rénovation de l'infrastructure informatique de la Fondation (réseaux Wifi et Lan, switches, augmentation du débit des liens inter-sites) sont terminés et immobilisés dans les comptes des établissements pour un total de 449 k€.

- Recettes et Produits non récurrents

- ✓ Financements exceptionnels des ESMS en difficulté: la MRG, Saint Jean Eudes, l'USS, Diane Benvenuti ont bénéficié d'un financement au titre des ESMS en difficulté d'un total de 1 181 k€, respectivement pour 500 k€, 300 k€, 107 k€, 273,5 k€).
- ✓ L'Ehpad Diane Benvenuti a également bénéficié d'une subvention d'équilibre du Conseil Départemental de la Seine Saint Denis de 144.3 k€ au titre de soutien au financement de la dépendance.
- ✓ Les établissements de la Fondation ont bénéficié d'un bouclier tarifaire électricité évalué à 200 k€ pour l'année 2024.

3.3. Evènements postérieurs à la clôture

- Legs Aslan : la Fondation a été informée au cours du 4ème trimestre 2024 d'un legs composé de deux biens immobiliers et de quelques liquidités. La Fondation est colégataire à part égale avec la Mutuelle Nationale des Artistes-Taylor. La Fondation est également bénéficiaire d'un contrat d'assurance-vie en cours de règlement.
- Le 1^{er} avril 2025, la promesse de vente pour l'acquisition du bâtiment Les Talents a été signée.
- Le 11 avril 2025, la DSOL a donné verbalement son accord pour le plan pluriannuel d'investissements de la MRG tel qu'il a été proposé, assorti d'une majoration du prix de journée de 2 € pendant une période de 5 ans. La signature du CPOM pourra suivre par la suite.

4. REGLES ET METHODES COMPTABLES

4.1. Principes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes de la Fondation sont établis dans le cadre des règles définies par le législateur en matière de comptabilité budgétaire sous contrôle des autorités de tarification.

Le plan comptable retenu est celui préconisé par la Fédération des Etablissements Hospitaliers d'Assistance Privée à but non lucratif, codifié par le législateur sous référence M 22. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, règlement 2014-03 et suivants de l'Autorité de Normes Comptables (ANC) en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- le règlement ANC n°2018-06 relatif aux personnes morales de droit privé à but non lucratif tenus d'établir des comptes annuels ;
- le règlement ANC n° 2019-04 relatif aux organismes gérants des établissements sociaux et médico-sociaux ;
- la nomenclature des comptes prévue dans l'instruction M22 et publiée dans l'arrêté du 23 décembre 2019 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, dit M22bis ;
- la nomenclature des comptes prévue dans l'instruction comptable et budgétaire des établissements publics de santé M21 et applicable aux établissements de santé privés d'intérêt collectif (ESPIC).
- le code de l'action sociale et des familles (CASF), pour les provisions réglementées constatées dans les établissements relevant de l'article L 312-1 du CASF ;

4.2. Changement de méthodes comptables
NEANT

4.3. Dérogations aux principes comptables
NEANT

4.4. Correction d'erreurs

Lors de la fusion avec la Fondation Alphonse de Rothschild en 2009, le complément de dotation n'a pas été bien comptabilisé.

Pour rectifier cette erreur, une écriture de virement de compte à compte a été comptabilisée dans les comptes 2024.

Le montant de la dotation passe donc de 19 831 794 € à 21 427 277 € conformément aux statuts de la Fondation.

Libellé compte	SOLDE 2023	Virement compte à compte pour correction erreur	Solde 2024 avec impact correction d'erreurs
Dotation initiale actifs aliénables	1 213 795	- 1 213 795	-
Compt de dotation actifs aliénables	18 549 397	- 18 549 397	-
Dotation Baronne actifs aliénables	68 602	- 68 602	-
Dotations non consommables	-	21 427 277	21 427 277
Autr.fonds propres sans droit repri	13 358 417		13 358 417
Autr.fds propres ss d.r-renouv.immo	40 000		40 000
Autr.fds propres ss d.r-leg & donat	735 225	- 4 573	730 652
Autr.fds propres ss dr.re-leg INDIG	2 129 875		2 129 875
Apports avec droit de reprise	3 340 971		3 340 971
Excédents affectés à l'investisseme	1 360 755		1 360 755
Ex. aff couverture du bfr R/Trésore	1 869 016	- 128 703	1 740 313
Excédents affectés à l'investiss.GC	6 513 878	- 728 912	5 784 965
Réserve de compensation	128 894		128 894
Réserve compens EHPAD hébergement	911 928		911 928
Réserve compens EHPAD dépendance	- 986 607		- 986 607
Réserve de compensation EHPAD soins	1 734 423		1 734 423
Excédent aff. en rés comp.ch/amort.	25 696		25 696
RESERVES DIVERSES - COMPENSATION	1 848 271		1 848 271
Report à nouveau solde créditeur	2 840 362		2 840 362
RAN solde créditeur EHPAD héberg	700 676		700 676
RAN solde créditeur EHPAD Dépendanc	33 805		33 805
RAN solde créditeur EHPAD soins	1 333 111		1 333 111
Report à nouveau solde créditeur	1 312 413	- 733 295	579 118
RAN Solde débiteur Ehpac héberg	- 1 812 467		- 1 812 467
RAN Solde débiteur Ehpac Dépendance	- 3 501 477		- 3 501 477
RAN Solde débiteur Ehpac soins	- 1 383 688		- 1 383 688
RAN solde débiteur	- 745 260		- 745 260
Report à nouveau CT-Dépense C,Payés	- 330 071		- 330 071
Report à nouveau DT-Dép n/opp1/3 fi	- 94 534		- 94 534
Report à nouveau solde débiteur	- 12 042 601		- 12 042 601
résultat	- 2 435 232		- 2 435 232
Subventions d'équipement	11 724 613,84		11 724 614
Subventions d'équip.inscrites resul	- 697 885		- 697 885
Prov régl destinées couvert du BFR	1 455 722		1 455 722
P/R rés p/values n/actif immobilisé	81 119		81 119
P/R rés p/values n/actif circulant	1 238		1 238
Total Fonds propres	49 282 379	-	49 282 379

5. PRINCIPALES METHODES

5.1. Agrégation des comptes annuels

La Fondation gère des établissements dont la gestion est contrôlée pour certains et d'autres dont la gestion est libre.

Ces établissements tiennent une comptabilité séparée. Afin d'obtenir les comptes annuels de l'organisme gestionnaire, une agrégation des différentes comptabilités a été effectuée.

Les opérations internes à la Fondation sont annulées. Il s'agit des créances et dettes réciproques figurant dans les comptes de liaison, des frais de services gérés en commun, correspondant aux frais de siège et des prestations réciproques.

Les résultats des établissements soumis aux autorités de contrôle ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les organismes compétents.

Le résultat de la Fondation provient de la compensation entre les déficits de certains établissements et les excédents d'autres établissements.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont décrites ci-dessous.

5.2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition et leur amortissement varie de 1 à 10 ans.

- Fonds commercial :

Le poste fonds commercial se compose de l'acquisition d'un fonds de commerce pour 300 k€ correspondant à la valeur des autorisations administratives afférentes à 30 lits et 12 places de rééducation fonctionnelle acquis au Centre Médico Chirurgical des Jockeys le 24 novembre 2004.

La durée d'utilisation du fonds commercial n'est pas limitée. Un test de dépréciation a été effectué.

La valeur vénale du fonds commercial est estimée à une valeur supérieure au coût d'acquisition.

Il n'a donc subi aucune perte de valeur et ne doit pas être déprécié.

- Autres immobilisations :

Les différents logiciels de gestion (CEGID/DIRIPS et CORWIN/OSIRIS-MEDSPHERE) sont amortis sur une durée de 10 ans.

Le site internet a fait l'objet d'un amortissement à compter du 15 décembre 2018 sur une durée de 5 ans.

Des frais d'études sont amortis sur une durée de 5 ans.

5.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production, à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet d'une réévaluation.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production des immobilisations sont inclus dans le coût de production des immobilisations (Immeuble Lamblardie) jusqu'à la mise en service des immobilisations afférentes (article 213-9-1 al. 1 du PCG).

Il convient de noter également la comptabilisation de l'immeuble Lamblardie (hors VEFA) par composants, comme suit :

Composants retenus	durée Amortissement	% composants
CVCD	20	10%
Plomberie	20	5%
Divers accessoires Gros Œuvre	60	23%
Electricité	20	8%
Gros Œuvre structure bois	60	9%
Gros œuvre maçonnerie	60	14%
Cloisons doublages	25	5%
Menuiseries intérieures	25	4%

Les durées d'amortissement pratiquées correspondent aux durées d'utilité probables.

En parallèle, les subventions d'investissement sont également retraitées en fonction de la durée moyenne d'amortissement des composants.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue.

Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants en mode linéaire :

Immobilisations corporelles	durée d'amortissements
Constructions	25 à 50 ans
Construction de la Résidence Services Alix	70 ans
Construction Lamblardie	60 ans
Install. Générales, agencements, aménagements	7 à 25 ans
Matériel et outillages	7 à 10 ans
Matériel de transport	2 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	2 à 5 ans

Mobilier	2 à 10 ans
----------	------------

La valeur résiduelle des constructions amorties est considérée comme nulle dans la mesure où la Fondation n'envisage pas la cession de ces immeubles.

Les immobilisations corporelles en cours s'élèvent au 31/12/2024 à 797 k€ et se décomposent de la façon suivante :

- Les travaux de sécurité de la MRG : 341 k€ ;
- Les travaux de transitions énergétique (décret tertiaire) 311 k€ ;
- Les travaux du bâtiment Rina 63 k€
- Le projet d'acquisition de l'immeuble les Talents 51 k€ ;
- Divers autres travaux 31 k€.

Les immobilisations incorporelles en cours s'élèvent au 31/12/2024 à 756 k€ et se décomposent de la façon suivante :

- Mise en œuvre du décret tertiaire au sein des établissements : 563 k€ ;
- Mise en œuvre du programme ESMS numérique : 192 k€ ;

Ces projets sont suivis en interne et devraient aboutir en partie en 2025.

5.4. Participation et titres immobilisés, prêts et valeurs mobilières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valorisation du portefeuille-titres au 31 décembre 2024 de 5 319 805 € dégageait une plus-value latente de 1 252 263 € qui n'a pas été réalisée.

5.5. Biens et créances reçus par legs ou donation destinés à être cédés

Les biens de 4 legs qui n'ont pas pu être vendus à la clôture de l'exercice figurent dans les immobilisations corporelles de l'actif pour 530 k€.

5.6. Stocks et en-cours

Les stocks sont valorisés au dernier prix d'achat connu.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires à l'exception de toute valeur ajoutée.

5.7. Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Il est pratiqué une provision pour dépréciation dès lors qu'il existe un risque d'irrecouvrabilité sur les créances.

5.8. Subventions d'investissement sur biens renouvelables (avec droit de reprise)

Les subventions d'investissement sont reprises au résultat au même rythme que les amortissements des biens qu'elles financent, s'il s'agit de biens amortissables.

L'établissement LE REPIT a fermé le 14 novembre 2023. Il subsiste au bilan la subvention non amortie reçue de la Ville de Paris, qui devrait être reversée pour un montant de 95 k€, ainsi que les résultats excédentaires sous contrôle du tiers financeur pour 40 k€.

5.9. Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des fonds propres au bilan. Elles sont constituées en vertu de dispositions réglementaires qui sont les suivantes :

- Couverture du besoin en fonds de roulement (article R.314-48 du CASF)
- Réserves des plus-values nettes d'actifs (articles R314-81 et R314-95 du CASF)
- pour produits financiers des ESMS

Ces provisions ont pour objet d'apporter aux établissements des financements complémentaires qui ne sont pas liés à l'exploitation.

5.10. Provisions pour risques et charges

Les provisions sont évaluées par la direction de la Fondation, après consultation de ses conseillers juridiques. Elles sont destinées à couvrir les risques et charges que des événements survenus ou en cours seraient susceptibles de générer.

Au 31/12/2024 le solde des provisions de 1 715 k€ se décompose ainsi :

- | | |
|---------------------------|----------|
| • Provisions pour litiges | 1 147 k€ |
| • Provision pour risques | 567 k€ |

5.11. Fonds dédiés

Des financements privés, contributions financières destinés à financer des investissements, précédemment enregistrés en subvention d'investissement sont reclassés en fonds dédiés. Ils sont repris au compte de résultat dans les mêmes conditions. Ce changement de classification est sans incidence sur la présentation du compte de résultat ou sur le montant du résultat de l'exercice.

Les comptes 689 « Report en fonds dédiés » et 789 « Utilisation des fonds dédiés » sont utilisés conformément aux principes comptables ; les montants des « Report en fonds dédiés » correspondent aux fonds dédiés perçus en 2024 et non consommés, les montants des « Utilisation des fonds dédiés » correspondent aux consommations réalisées en 2024 dont l'origine du fonds est antérieure.

5.12. Engagement de départs en retraite – Indemnités de fin de carrière

Le montant de l'engagement de retraite au 31 décembre 2024 est de 1 746 k€ contre 1 960 k€ au 31 décembre 2023.

Les critères retenus sont les suivants :

- Taux d'actualisation : 3.38 % contre 3.17% en 2023
- Table de mortalité : INSEE 2017-2019
- Taux d'augmentation des salaires : 2% pour les cadres et 2% pour les non cadres
- Taux de rotation du personnel : 4% pour les cadres contre 3% en 2023 et 12% pour les non cadres contre 11% en 2023
- Taux de charges sociales : 60% pour les cadres, 55% pour les non cadres
- Age de départ à la retraite : 67 ans
- Conventions collectives appliquées :
 - ☐ Hospitalisation privée à but non lucratif – CCN 31/10/1951
 - ☐ Etablissement et services pour personnes inadaptées et handicapées de 1966

Les indicateurs de taux d'actualisation et de rotation des cadres ont fait varier à la baisse le montant de l'engagement.

Selon le Procès-Verbal du Bureau du Conseil d'Administration en date du 21 décembre 2005, il existe un engagement au titre du régime spécial retraite concernant un ancien directeur général. Cette dette est couverte par une subvention annuelle.

5.13. Fiscalité

La Fondation de Rothschild étant reconnue d'utilité publique, est considérée comme une personne morale permettant de réaliser une œuvre d'intérêt général non lucrative. A ce titre, elle bénéficie du régime fiscal applicable à l'ensemble des organismes à but non lucratif, c'est-à-dire l'exonération totale des impôts commerciaux : impôts sur les sociétés, Contribution Economique Territoriale (CET), TVA. Elle est redevable uniquement de la taxe sur les salaires.

Toutefois, dans le cadre de la gestion du volume dévolu à la résidence hôtelière de l'immeuble Lamblardie, la Fondation est assujettie partiellement à la TVA pour ce secteur distinct.

5.14. Provisions pour congés payés

Les provisions ne sont pas comptabilisées dans les comptes administratifs des établissements sous gestion contrôlée mais apparaissent au bilan agrégé de la Fondation.

Certains financeurs ne veulent pas voir apparaître les provisions pour congés payés et considèrent que les provisions pour congés payés ne doivent pas être financées. Seuls le sont les congés pris.

Dans ce cas de figure, et afin de respecter les règles comptables, les provisions et charges sociales pour congés payés sont comptabilisées dans un dossier de régularisation.

5.15. Provisions pour médailles du travail

La Fondation de Rothschild ne provisionne pas le montant versé au titre des médailles du travail au vu de l'impact financier estimé non significatif.

5.16. Legs et donations

La nouvelle réglementation impose de comptabiliser les legs dès la date d'acceptation.

- Le legs LEROY a été clôturé en 2020 et enregistré dans les comptes du SIEGE GESTION PROPRE.

Il s'agit d'un legs affecté au profit de la Mas Myriam et Mendel Meppen. Il se compose d'une assurance-vie d'un montant de 562 076 € perçu en août 2018 et d'avoirs pour un montant de 290 488 €, soit un total de 852 565 €.

Ces sommes sont destinées à être affectées à la maintenance et rénovation du bâtiment en lien avec le Plan Pluriannuel d'Investissements et à l'amélioration et au remplacement des équipements.

Il reste à réaliser la vente d'objets inscrits à l'actif du bilan pour 12.5 k€

- Le legs HAMAOUI est un legs affecté au profit des Ehpad. La part revenant à la Fondation de Rothschild est estimée à 140 000 €, (legs conjoint avec 4 autres légataires à titre universel). Un contrat d'assurance-vie d'un montant de 298 k€ a été perçu au cours de l'exercice 2023. Il reste à réaliser la vente du bien immobilier.
- Le Legs BEN SOUSSAN au profit de la Fondation a été comptabilisé pour un montant de 339 k€. Il reste à réaliser la vente du bien immobilier.

- Le Leg WESSELS au profit de la Fondation et accepté par le Conseil d'Administration en 2024 a été comptabilisé pour un montant de 167,4 k€. Il reste à réaliser la vente du bien immobilier.
- Dons : le montant collecté en 2024 s'est élevé à 46.3 k€ contre 23.4 k€

5.17. Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature n'étaient ni valorisées, ni comptabilisées jusqu'en 2019. L'analyse des contributions volontaires et notamment du bénévolat a été revue en application du règlement 2018-06. Leur caractère non-significatif au regard de l'importance des ressources de la Fondation a été confirmé, les seules contributions en nature étant le temps passé par les administrateurs pour la gouvernance de la Fondation.

5.18. Dotations

Conformément à la réglementation n°2009-01 du 3 décembre 2009 du CRC, la Fondation de Rothschild étant une Fondation de patrimoine avec dotation, les dotations initiales et complémentaires des établissements ont été affectées en dotation pérenne représentative d'actifs aliénables.

5.19. Information sur les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés (article 20 de la loi 2006.586 du 23/5/2006 sur le volontariat associatif)

Aucune rémunération n'a été versée aux trois plus hauts cadres dirigeants (membres du bureau), ceux-ci étant tous bénévoles.

5.20. Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes portés au compte de résultat de l'exercice ont été de 97 287 € TTC (article R123-1298 du code de commerce) et se décomposent ainsi :

- Honoraires au titre du contrôle légal des comptes annuels : 90 088 €
- Honoraires au titre des diligences directement liées à la mission de contrôle des comptes des comptes annuels : 7 199 €

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT	1 001 715		
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 249 103		257 039
Terrains	378 732		
Dont composants			
Constructions sur sol propre	96 349 370		
Constructions sur sol d'autrui	10 243 929		
Const. Install. générales, agenc., aménag.	24 439 495		1 649 189
Install. techniques, matériel et outillage ind.	6 978 071		468 818
Installations générales, agenc., aménag.	1 072 299		19 088
Matériel de transport	235 058		26 000
Matériel de bureau, informatique, mobilier	4 808 451		680 241
Biens recus sur legs	371 985		158 333
Immobilisations corporelles en cours	1 986 129		659 836
Avances et acomptes			12 412
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	146 863 521		3 673 918
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés	4 618 215		671
Prêts et autres immobilisations financières	2 239 647		152 168
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	6 857 862		152 839
TOTAL GENERAL	156 972 201		4 083 796

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT			1 001 715	
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		70 553	2 435 588	
Terrains			378 732	
Constructions sur sol propre	1 184		96 348 187	
Constructions sur sol d'autrui	(1)		10 243 930	
Constructions, installations générales, agenc.	156 587		25 932 098	
Installations techn., matériel et outillages ind.	71 376		7 375 513	
Installations générales, agencements divers	22 512		1 068 876	
Matériel de transport	11 611		249 447	
Matériel de bureau, informatique, mobilier	241 422		5 247 270	
Biens recus sur legs			530 318	
Immobilisations corporelles en cours	1 848 989		796 977	
Avances et acomptes	980		11 432	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 354 660		148 182 780	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés			4 618 886	
Prêts et autres immobilisations financières	59 294		2 332 521	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	59 294		6 951 406	
TOTAL GENERAL	2 484 508		158 571 489	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement	907 016	94 589		1 001 606
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	1 121 102	95 791	46 613	1 170 280
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 028 119	190 381	46 613	2 171 886
Terrains				
Constructions sur sol propre	51 791 993	2 600 043	1 184	54 390 852
Constructions sur sol d'autrui	6 201 837	445 773		6 647 610
Constructions installations générales, agenc., aménag.	15 718 949	1 453 976	156 175	17 016 750
Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 778 747	449 717	71 376	6 157 088
Installations générales, agenc. et aménag. divers	755 763	73 491	22 512	806 741
Matériel de transport	198 422	20 091	11 611	206 901
Matériel de bureau et informatique, mobilier	3 630 184	455 601	241 296	3 844 488
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	84 075 894	5 498 690	504 154	89 070 431
TOTAL GENERAL	86 104 012	5 689 071	550 767	91 242 317

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis.							
Fonds Cial							
Autres. INC.							

INCORPOREL.

Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							

CORPOREL.

Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées	1 538 079			1 538 079
PROVISIONS REGLEMENTEES	1 538 079			1 538 079
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	1 819 771	302 000	407 268	1 714 503
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	1 819 771	302 000	407 268	1 714 503
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	332 808	349 958	127 718	555 049
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	332 808	349 958	127 718	555 049
TOTAL GENERAL	3 690 657	651 958	534 985	3 807 630
Dotations et reprises d'exploitation		651 958	534 985	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Ressources	Solde au début de l'exercice	Virements de compte à compte	Augmentations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Solde à la fin de l'exercice
PROVISIONS REGLEMENTEES	1 538 079	-	-	-	1 538 079
Dotation fonds de roulement	1 455 722				1 455 722
Réserves plus value des cessions d'immobilisations	82 357				82 357

Situation nette	Solde au début de l'exercice	Affectation de résultat	Augmentations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Virements de compte à compte	Solde à la fin de l'exercice
Fonds associatifs et réserves	52 842 534	365 080	-	-	835 301	54 042 915
Fonds ass sans droit de reprise	-					-
Dotation pérenne représentative d'actif inaliénable	-					-
Dotation pérenne représentative d'actif aliénable	19 831 794				- 19 831 794	-
Dotation non consommable					21 427 277	21 427 277
Autres fonds propres sans droits de reprise	16 263 516				- 4 573	16 258 943
Legs et donations	-					-
Subv d'inv biens renouvelables	-					-
FONDS PROPRE SANS DROIT DE REPRISE	36 095 310	-	-	-	1 590 910	37 686 220
Apports avec droits de reprise	3 340 971				102 006	3 442 977
Subventions avec droit de reprise	-					-
FONDS PROPRE AVEC DROIT DE REPRISE	3 340 971	-	-	-	102 006	3 442 977
Excédent affecté à l'investissements GP	1 360 755			-		1 360 755
Réserve de trésorerie GC	1 869 016				- 128 703	1 740 313
Excédent d'investissement GC	6 513 878		-		- 728 912	5 784 965
Réserve de compensation GC	1 788 637	375 083	-	-	-	2 163 720
Excédent affecté en réserve de compensation.ch/amort. GC	25 696					25 696
Réserve de compensation diverses GC	1 848 271	- 10 002	-	-	-	1 838 269
RESERVES	13 406 253	365 080	-	-	- 857 615	12 913 718
DONT RESERVES SOUS GESTION CONTROLEE	12 316 023		-	-	- 857 615	11 823 488
Report à nouveau	- 13 689 731	- 2 800 313	-	-	- 733 295	- 17 223 338
RAN créditeur hors contrôle de tiers financeur	2 840 362	1 321 015	-			4 161 377
RAN débiteur hors contrôle de tiers financeur	- 12 042 601	- 1 019 265	-	-	-	- 13 061 866
RAN créditeur sous contrôle de tiers financeur	3 380 005	- 495 996	-	-	- 733 295	2 150 714
RAN débiteur sous contrôle de tiers financeur	- 7 867 497	- 2 606 067	-	-	-	- 10 473 564
						-
Résultat de l'exercice	- 2 435 232	2 435 232	3 911 173	5 011 842	-	- 1 100 669
Résultat excédentaire hors contrôle de tiers financeur	1 321 015	- 1 321 015	629 796	-	-	629 796
Résultat déficitaire hors contrôle de tiers financeur	- 465 415	465 415	-	361 066	-	- 361 066
Résultat excédentaire sous contrôle de tiers financeur	920 592	- 920 592	3 281 378	-	-	3 281 378
Résultat déficitaire sous contrôle de tiers financeur	- 4 211 424	4 211 424	-	4 650 776	-	- 4 650 776
Subventions d'investissement sur bien non renouvelables	11 026 729		3 161 351	836 945	-	13 351 135
Subventions sans droit de reprise caisses de retraite	702 590		-	75 116	-	627 475
Subventions sans droit de reprise organismes publics	9 799 060		3 161 351	494 690	-	12 465 722
Effort construction	1 222 963		-	54 785		1 168 179
Subvention inscrites au résultat	- 697 885			212 355		- 910 239
Autres fonds (couverture BFR, renouv immo, reserves/+v)	1 538 079		-	-	-	1 538 079
Provision règlementée pour renouvellement d'immobilisation	1 455 722					1 455 722
Réserve plus-value des cessions d'immobilisation	82 357					82 357
TOTAL	49 282 379	- 0	7 072 525	5 848 787	102 006	50 608 121

L'écart sur les virements de compte à compte correspond pour 102 006 € à une affectation de fonds dédiés en fonds propres avec droit de reprise

Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice (comptes 19)	Reclassement	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées (compte 689)	Utilisation en cours de l'exercice (compte 789)	Fonds restants à engager en fin d'exercice (comptes 19)	dont fonds dédiés sans dépenses au cours de 2 derniers exercices
LEGS OU DONNATION	2 678 966	-	167 462	-	2 846 428	2 678 966
SIEGE SOCIAL GESTION PROPRE	1 331 497		167 462		1 498 959	1 331 497
SIEGE SOCIAL GESTION CONTROLEE	1 347 469				1 347 469	1 347 469
FONDS DEDIES A L'INVESTISSEMENTS	1 517 062	11 711	561 947	102 890	1 987 830	1 074 749
MAISON DE RETRAITE ET GERIATRIE	335 761		431 947	66 638	701 069	62 872
LA GUETTE	520 462				520 462	520 462
MAS MYRIAM ET MENDEL MEPPEN	485 083			36 252	448 831	303 948
SESSAD MYRIAM DAVID	2 110				2 110	2 110
ILOT BEBES	1 100				1 100	1 100
SAINT JEAN EUDES	170 547	11 711	130 000		312 257	182 257
CRAR CHANTILLY	2 000				2 000	2 000
FONDS DEDIES A L'EXPLOITATION	1 401 736	- 113 714	68 424	141 762	1 214 684	803 963
MAISON DE RETRAITE ET GERIATRIE	512 200		56 745	45 880	523 065	320 000
LA GUETTE	176 056				176 056	176 056
MAS MYRIAM ET MENDEL MEPPEN	125 138			35 367	89 771	57 437
SESSAD MYRIAM DAVID	9 432				9 432	9 432
DIANE BENVENUTI	329 420		11 679	30 745	310 353	161 538
SAINT JEAN EUDES	241 991	- 113 714		29 770	98 507	72 000
CRAR CHANTILLY	7 500				7 500	7 500
AUTRES FONDS DEDIES	383 741	-	-	7 677	376 064	373 241
SIEGE SOCIAL	255 473				255 473	255 473
MAISON DE RETRAITE ET GERIATRIE	95 269			500	94 769	94 769
LA GUETTE	4 176				4 176	4 176
UNITE DE SOINS DE SUITE	2 466				2 466	2 466
MAS MYRIAM ET MENDEL MEPPEN	407				407	407
SESSAD MYRIAM DAVID	10 000			7 177	2 823	
MAISON D'ENFANTS GERMAINE	2 555				2 555	2 555
HOPITAL DE JOUR S. LEOVICI	13 395				13 395	13 395
TOTAL FONDS DEDIES	5 981 503	- 102 004	797 833	252 328	6 425 002	4 930 918

L'écart sur les reclassements correspond pour 102 004 € à une affectation en fonds propres avec droit de reprise

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	2 260 870	62 712	2 198 158
Autres immobilisations financières	71 650	71 650	
Clients douteux ou litigieux	280 835	280 835	
Autres créances clients	9 149 230	9 149 230	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	339 875	339 875	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	742	742	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	7 132	7 132	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	187 092	187 092	
Etat, autres collectivités : créances diverses	3 892 706	3 892 706	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	583 502	583 502	
Charges constatées d'avance	409 959	409 959	
TOTAL GENERAL	17 183 594	14 985 436	2 198 158

Montant des prêts accordés en cours d'exercice	149 601
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	53 972
Prêts et avances consentis aux associés	

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	969	969		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	18 647 349	3 611 428	8 887 929	6 147 992
Emprunts et dettes financières divers	437 956	437 956		
Fournisseurs et comptes rattachés	2 894 347	2 894 347		
Personnel et comptes rattachés	2 773 170	2 773 170		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	6 596 989	6 175 797	421 192	
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	47 825	47 825		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	1 020 027	1 020 027		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	409 104	409 104		
Groupe et associés				
Autres dettes	4 411 951	4 411 951		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	27 127	27 127		
TOTAL GENERAL	37 266 815	21 809 702	9 309 121	6 147 992
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	3 712 710			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Legs, donations ou assurances vie	Montants en €
PRODUITS	
Montant perçu au titre d'assurances-vie	
Montant de la rubrique de produits "legs ou donations" définie à l'art. 213-9	167 462
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Utilisation des fonds reportés liés aux legs et donations	
CHARGES	
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Report en fonds reportés liés aux legs et donations.	167 462
TOTAL	-

Compte	Libellé	31/12/2024	31/12/2023	Ecart
CHARGES A PAYER				
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES				
16880000	Intérêts courus	44 891,49	50 600,40	-5 708,91
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES		44 891,49	50 600,40	-5 708,91
DETTE FOURNISSEURS CPTE RATTACH				
40800000	Fourn. factures non parvenues	692 539,28	745 672,02	-53 132,74
40880000	Fourn. intérêts courus / port. négl	26 718,78	36 856,34	-10 137,56
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTE RATTACH		719 258,06	782 528,36	-63 270,30
DETTE FISCALES ET SOCIALES				
42820000	Pers. dettes provis.congés à payer	2 192 269,00	2 172 507,54	19 761,46
42860000	Personnel : Autres charges à payer	376 754,42	592 812,58	-216 058,16
43820000	Charges soc. s/congés à payer rtt	1 271 303,00	1 253 448,35	17 854,65
43860000	Org. sociaux autres charges à payer	148 073,37	309 927,94	-161 854,57
44820000	Charges fiscales sur congés à payer	32 046,35	32 046,35	
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		4 020 446,14	4 360 742,76	-340 296,62
TOTAL CHARGES A PAYER		4 784 595,69	5 193 871,52	-409 275,83

Compte	Libellé	31/12/2024	31/12/2023	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
48600000	Charges constatées d'avance	409 959,17	338 590,02	71 369,15
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		409 959,17	338 590,02	71 369,15
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
48700000	Produits constatés d'avance	-27 127,28	-43 139,51	16 012,23
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-27 127,28	-43 139,51	16 012,23

Compte	Libellé	31/12/2024	31/12/2023	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
41810000	Usagers/clients produits n/facturés	311 720,77		311 720,77
41810001	Redevables-produits à recevoir	1 697 857,51	1 256 901,18	440 956,33
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		2 009 578,28	1 256 901,18	752 677,10
AUTRES CREANCES				
40980000	Rabais remises ristournes à obtenir	9 095,04	26 004,07	-16 909,03
42870000	Personnel : Produits à recevoir	296 512,39	243 385,88	53 126,51
43870000	Produits à recevoir	742,00		742,00
44870000	Etat produits à recevoir		745 647,66	-745 647,66
46870000	Produits à recevoir	159 484,03	55 127,61	104 356,42
46870020	Produits à recevoir TIKVA	185 000,00	80 000,00	105 000,00
TOTAL AUTRES CREANCES		650 833,46	1 150 165,22	-499 331,76
BANQUES,ETABLISSEMENTS FINANCIERS				
51870000	Intérêts courus à recevoir	119 095,59	188 226,75	-69 131,16
TOTAL BANQUES,ETABLISSEMENTS FINANCIERS		119 095,59	188 226,75	-69 131,16
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		2 779 507,33	2 595 293,15	184 214,18

RESULTAT EFFECTIF GLOBAL	Exercice 2024	Exercice 2023
RESULTAT COMPTABLE	- 1 100 669	- 2 435 232
Reprise du résultat antérieur	- 263 706	- 155 932
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	- 1 364 374	- 2 591 164
Dont résultat effectif sous gestion propre	268 730	855 601
Siège Gestion propre	629 796	904 272
Résidence Services Séniors Alix	- 270 680	- 465 415
Ajustement des provisions	- 90 386	416 743
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	- 1 633 104	- 3 290 833
Siège Gestion contrôlée	428 855	- 78 198
MRG	- 2 807 192	- 1 614 730
La Gnette	- 29 718	- 317 486
Diane Benvenuti	- 286 465	- 446 333
St Jean Eudes	11 572	- 528 207
USS	461 075	- 468 142
Mas M. et M. Meppen	- 131 647	- 147 415
Clinique de Rééducation A. de Rothschild	711 166	220 299
Le Répit	-	6 075
Hopital de Jour S. Lebovici	165 933	30 976
SESSAD Myriam David	22 632	37 262
Ilot Bébés	20 517	- 16 064
Maison d'Enfants Germaine	37 556	- 189 547
Maison d'Enfants Les Talents	41 571	138 336
Les 2 Marie	- 278 958	82 340

Etablissements	Résultat comptable 2024	Reprise résultat	Résultat administratif 2024
MRG	- 2 807 192		- 2 807 192
La Gnette	- 4 461	- 25 256	- 29 718
Diane Benvenuti	- 286 465		- 286 465
St Jean Eudes	11 572		11 572
USS	461 075		461 075
Résidence Services Séniors Alix	- 270 680		- 270 680
Mas M. et M. Meppen	- 86 374	- 45 272	- 131 647
Clinique de Rééducation A. de Rothschild	711 166		711 166
Le Répit	-	-	-
Hopital de Jour S. Lebovici	165 933		165 933
SESSAD Myriam David	- 31 443	54 075	22 632
Ilot Bébés	- 3 475	23 992	20 517
Maison d'Enfants Germaine	80 626	- 43 071	37 556
Maison d'Enfants Les Talents	273 637	- 232 066	41 571
Les 2 Marie	- 282 851	3 893	- 278 958
Sous-total établissements	- 2 068 933	- 263 706	- 2 332 639
Siège Gestion contrôlée	428 855		428 855
Siège Gestion propre	629 796		629 796
Ajustement des provisions	- 90 386		- 90 386
Sous-total Siège et ajustements	968 265	-	968 265
TOTAL	- 1 100 669	- 263 706	- 1 364 374

Montant en €	2024	2023	Ecart
MRG	33 906 960	31 151 265	2 755 696
LA GUETTE	6 412 890	6 139 387	273 503
DIANE BENVENUTI	4 622 644	4 436 972	185 672
SAINT JEAN EUDES	4 933 800	4 337 310	596 491
USS	5 173 701	4 722 809	450 892
RESIDENCE SENIORS ALIX *	8 845	16 024	-7 178
Total étabt pôle pers. âgées	55 058 841	50 803 766	4 255 076
CRAR CHANTILLY	10 000 574	9 165 581	834 992
HOPITAL DE JOUR S.LEBOVICI	1 619 921	1 640 139	-20 218
SESSAD MYRIAM DAVID	989 760	1 032 005	-42 244
MYRIAM et MENDEL MEPPEN	4 043 111	4 407 083	-363 972
LE REPIT		796 238,71	-796 239
Total étabt pôle pers. Handicapées	16 653 366	17 041 047	- 387 680
ILOT BEBES			0
MAISON D'ENFANTS GERMAINE	2 648 769	1 994 600	654 169
MAISON D'ENFANTS LES TALENTS	2 865 442	2 495 339	370 103
LES 2 MARIE			0
Total étabt pôle enfance	5 514 211	4 489 939	1 024 273
Total produits de la tarification	77 226 419	72 334 751	4 891 668

* les recettes de la résidence Alix sont pour l'essentiel des loyers, à l'exception des recettes pour 1 résident à l'aide sociale

Financements publics	Union Européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Total
Concours publics	-	42 994 859,40	18 559 684,00	682 563,00	62 237 106,40
Subventions d'exploitation			713 653,00	92 334,00	805 987,00
Subvention d'investissements	2 950 788,37	210 562,80			3 161 351,17
Total	2 950 788,37	43 205 422,20	19 273 337,00	774 897,00	66 204 444,57

POSTES	Capitaux à l'origine	Nombre d'annuités restantes	Annuités moyennes hors intérêts	Capitaux restant dus
1° GARANTIES ACCORDEES				
- Promesse hypothécaire conventionnelle de 1er rang sans concurrence à hauteur de 14 000 000 € sur le terrain sis à Gouvieux cadastré section D n° 615P à 624P et 635 à 637 jusqu'au 27 mars 2027 (dernière échéance 27 décembre 2028)	14 000 000	4,00	736 143	2 944 573
- Affectation et hypothèque de 1er rang au profit de la Caisse d'Epargne et de prévoyance Ile de France du volume 1 de l'ensemble immobilier à construire au 13bis à 17 rue Lamblardie à Paris 12ème en garantie du prêt A75171C6/C422560 d'un montant de 1 100 000 €.	1 100 000	10,75	73 951	795 034
- Affectation et hypothèque de 1er rang au profit du Crédit Coopératif, et de la Caisse d'Epargne et de prévoyance Ile de France et de la Caisse régionale du Crédit Agricole Ile de France du volume 2, 4, 5, 6, 7 et 8 de l'ensemble immobilier à construire au 13bis à 17 rue Lamblardie à Paris 12ème prêt Caisse d'Epargne n°A75171CA/C422559 d'un montant de 4 284 500 € prêt Crédit Coopératif d'un montant de 4 284 500 € prêt Crédit Agricole d'un montant de 4 531 000 € maximum	13 100 000	10,33	891 593	9 213 124
- Nantissement de compte titre financier à hauteur de 21 807,50 € (prêt du Crédit Coopératif du projet Lamblardie)				
-Cession de créance non notifiée en garantie des prêts du projet Lamblardie pour les 3 organismes prêteurs - Nantissement de compte titre financier détenu à la RMM à hauteur de 700 000 € (prêt du Crédit Agricole Ile de France pour le financement du fonds de roulement LES TALENTS	1 400 000	5,75	143 716	826 366
POSTES	Capitaux à l'origine	Nombre d'annuités restantes	Annuités hors intérêts	
2° GARANTIES RECUES				
- Garantie reçue du Conseil Général du Val-de-Marne à hauteur de 100% du prêt de 1 300 000 euros obtenu auprès du Crédit Coopératif pour les travaux d'extension et de réaménagement de la Maison d'enfants de NOGENT : * contrat n° : 05050881 sur 20 ans (taux : 3,45 %) du 22 septembre 2006	1 300 000	1,75	89 165	156 038
- Garantie reçue de la commune de Chevilly Larue à hauteur de 100% du prêt de 2 627 000 euros obtenu auprès de la CDC pour les travaux d'extension et de réhabilitation de l'Ehpad St Jean Eudes * contrat n° : 1135971 sur 25 ans amortissement constant trimestriel (taux : 3,33 %) du 2 juillet 2009	2 627 000	11,75	108 548	1 275 438
- Prêt Garantie par l'Etat dans le cadre des mesures liées à la crise sanitaire de la COVID19 (décret du 20/03/2020)	6 000 000	2,92	997 035	2 911 344
3° LEGS et DONATION				
Le Legs Gayed HAMAOU est comptabilisé dans les comptes au 31 décembre 2021. Les actes de successions ont été signés le 3 juin 2022 et la délivrance de legs, le 16 janvier 2025. Le legs BEN SOUSSAN est comptabilisé dans les comptes au 31 décembre 2023. Les actes de successions ont été signés le 26 février 2024. Le Legs WESSELS est comptabilisé dans les comptes au 31 décembre 2024. Ces trois legs comprennent des biens immobiliers à vendre, les démarches seront entreprises en 2025.				
4° AUTRES ENGAGEMENTS				
POSTES	Montant de l'acquisition TTC	Nombre d'échéances restantes	Mensualité TTC	Cumul mensualités TTC
Contrat de crédit bail Convoyeur vaisselle (CRAR) auprès de la Coopamat (Crédit Coopératif), pour le financement d'un convoyeur de vaiselles pour une durée initiale de 60 mois à compter du 1/10/2023	124 216,80	45	2 076,24	93 430,80
Contrat de crédit bail lave linge (MRG) auprès de la Caisse d'Epargne Lease, pour le financement de 2 machines Electrolux pour une durée initiale de 60 mois à compter du 1/10/2024	115 425,60	57	2 138,46	121 892,22

Effectifs salariés en nombre **présents** au 31 décembre et en Equivalent Temps Plein (ETP)

Etablissements	2024		2023	
	Total EFFECTIFS	Total des ETP	Total EFFECTIFS	Total des ETP
101 SIEGE SOCIAL	25	25,00	21	18,87
102 MAISON DE RETRAITE ET DE GERIATRIE	330	323,18	318	321,26
103 RESIDENCE LA GUETTE	56	51,95	63	70,80
104 UNITE DE SOINS DE SUITE	50	48,80	46	61,06
105 RESIDENCE SENIORS ALIX	5	5,00	7	4,49
106 M.A.S. MYRIAM ET MENDEL MEPPEN	41	39,50	44	43,22
107 SESSAD CENTRE M. DAVID	10	7,84	10	7,75
108 MAISON D'ENFANTS GERMAINE	34	32,26	32	23,15
109 HOPITAL DE JOUR S. LEBOVICI	25	19,28	24	19,68
110 L'ILOT BEBES	8	3,90	7	3,97
111 RESIDENCE DIANE BENVENUTI	48	46,44	54	54,35
115 MAISON D'ENFANTS LES TALENTS	25	23,95	14	10,60
116 RESIDENCE SAINT JEAN EUDES	35	33,70	40	49,03
118 LES 2 MARIE	27	25,15	22	19,36
119 LE REPIT	-	-	-	5,85
206 CENTRE DE READAPTATION A. DE ROTHSCHILD	100	92,82	92	90,94
Total général	819	778,78	794	804,38

Le résultat financier de l'exercice présente un déficit de 7.5 k€ contre un excédent de 89.3 k€ en 2023 et s'analyse de la façon suivante :

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS FINANCIERS		
Produits autres valeurs mobilières, créances actif immo.	674	335
Autres intérêts et produits assimilés	415 418	360 664
Produits nets sur cessions de V.M.P.		224 180
TOTAL III	416 092	585 179
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	423 589	495 786
TOTAL IV	423 589	495 786
RESULTAT FINANCIER	(7 497)	89 394

- Les autres intérêts et produits correspondent à des ajustements sur le remboursement des prêts « effort construction » pour 54 k€ et des intérêts sur placements pour 361 k€, issus des placements sur des livrets et comptes à termes des excédents de trésorerie.

- Aucunes cessions de titres (aller/retour) détenues dans le portefeuille-titre n'ont été réalisées. Le portefeuille titres dégage une plus-value latente de 1 252 k€ à la clôture de l'exercice.

- Les intérêts et charges correspondent aux intérêts des différents emprunts pour 424 k€ contre 496 k€ en 2023.

Le résultat exceptionnel excédentaire de 1 081 k€ de l'exercice et s'analyse de la façon suivante :

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	450 351	1 232 915
Produits exceptionnels sur opérations en capital	782 286	764 513
TOTAL V	1 232 638	1 997 428
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	150 929	80 676
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	426	196 845
TOTAL VI	151 355	277 521
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	1 081 282	1 719 907

- Pour mémoire, en 2023, les produits sur opération de gestion concernaient essentiellement des compléments de financements de l'ARS pour 832 k€ et une contribution financière d'un organisme privé pour 400 k€.
- En 2024, les produits exceptionnels concernent :
 - une régularisation de la garantie de financement de 2023 pour 212 k€
 - des compléments de financements de l'ARS au titre de 2023 pour 211 k€,
 - diverses régularisations pour 27 k€.
- Les produits exceptionnels sur opération en capital concernent l'amortissement des subventions rapportées au résultat de l'exercice pour 782 k€.
- Les charges exceptionnelles sur opérations de gestion concernent :
 - un indu de la CAF pour Les 2 Marie de 139.2 k€,
 - une indemnité versée à France Travail à la suite d'un litige prudhommale pour 11.7 k€,
- Les charges exceptionnelles sur opérations en capital concernent les valeurs nettes comptables des immobilisations.